

Les photographes, soutiers de la presse : un cas exemplaire

- Les journalismes - Métiers et fonctions - Le photojournalisme -



Date de mise en ligne : vendredi 13 mai 2005

Description :

Comment bénéficier du RMI et la CMU après 20 ans de travail pour Sipa Press.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

En 2001, [l'agence Sipa Press](#), l'une des principales agences photo française était rachetée par Sud Communication, propriété personnelle de Pierre Fabre, patron des laboratoires pharmaceutiques Fabre. Son fondateur, Göskin Sipahioglu, tentait de justifier cette vente par l'ampleur des divers redressements que l'URSSAF lui avait imposés [1] et, plus généralement, par l'existence de « *charges scélérates qui tuent le métier* » [2]

En 2003, son fondateur, Göskin Sipahioglu, alors âgé de 77 ans, est contraint de quitter son poste [3]. Mais que sont devenus les photographes de l'Agence ou, du moins, certains d'entre eux ? Selon nos informations, 8 photographes (sur un staff de 25 photographes) ont été ou sont en conflit avec l'Agence.

Un cas exemplaire

Fin 2001, l'un des photographes de l'agence Sipa, Gérard Gastaud, après avoir travaillé pour l'agence pendant vingt ans, demande à bénéficier de ses droits sociaux (Sécurité sociale, chômage, retraite). En vain. Faute d'avoir obtenue la moindre réponse, neuf mois plus tard, il porte plainte auprès des Prud'hommes.

Commence alors un marathon judiciaire. Selon *Libération* du 30 mars 2004, le défenseur de Gérard Gastaud soutient que ce dernier, embauché le 1er septembre 1982, spécialisé dans le portrait de personnalité, était titulaire d'une carte de presse : « *Mais durant toutes ces années il a été payé en droits d'auteur, ce qui est illégal* ». L'un des avocats du cabinet Bourdon, lors de sa plaidoirie devant les Prud'hommes, a affirmé que « *dans ce dossier [...] on a à faire à un photographe indépendant et nullement salarié. Qui vient réclamer des soit-disants retards de salaire et tenter de mettre l'agence à genoux* » [en gras, c'est nous qui soulignons]. Gérard Gastaud a été débouté.

Le 14 décembre 2004, la Cour d'appel de Paris le déboute à nouveau de toutes ses demandes, notamment parce que des témoignages de salariés de Sipa ont mis en doute l'existence d'un lien de subordination entre l'agence et le photographe. Gérard Gastaud s'est pourvu en Cassation.

Non seulement M. Gastaud ne bénéficie pas de ses droits sociaux, mais depuis le 1er janvier 2003 ses archives ne lui sont plus payées. Il survit désormais avec 626 euros par mois (montant de l'ALS et du RMI) et bénéficie de la CMU (couverture maladie universelle).

Générosité bien ordonnée

Dans un témoignage qu'il nous a envoyé, M. Gastaud fait valoir que M. Pierre Fabre se présente comme un « catholique pratiquant ». C'est ce que confirme notamment un long article de cinq pages de *L'Express* du 19 janvier 2004, où l'on apprend que Pierre Fabre, propriétaire des laboratoires pharmaceutiques Fabre (16ème fortune professionnelle de France avec 1 milliard d'euros) « *a lancé une fondation pour lutter contre les mafias qui, dans le monde, distribuent à leur profit des pseudo-remèdes* ». Pierre Fabre, en effet, est le président fondateur de la « Fondation Pierre Fabre », qui se présente ainsi [sur le site de ladite Fondation](#) : « *La Fondation Pierre Fabre a pour objet de permettre, de manière désintéressée, indépendante et dans un but strictement humanitaire, d'améliorer les conditions dans lesquelles les populations déshéritées du Tiers Monde ont accès aux médicaments d'usage courant qui leurs sont nécessaires.* ».

Mieux : Le cabinet d'avocats qui défendait les intérêts de Monsieur Sipahioğlu et qui défend maintenant ceux de Monsieur Pierre Fabre, est le cabinet Bourdon. Or Maître William Bourdon est bien connu des plateaux TV, des radios et des journaux, comme défenseur des Droits de l'Homme à travers le monde. Il est également Président de l'association Sherpa, une association de juristes pour la défense des individus contre les multinationales [4].

Tant de générosité mérite notre admiration... Mais pourquoi la réprimer avec autant d'acharnement quand M. Gastaud ne demande **que** le respect de ses droits sociaux élémentaires ?

Celui-ci s'est adressé à nous en ces termes :

« Vous qui êtes en train de lire ce témoignage, n'oubliez pas une chose importante : si mon appel n'est pas cassé, cela deviendra une jurisprudence. De nombreux photographes en pâtiront ! »

Générosité, toujours...

Pour justifier son rachat de Sipa Press, Pierre Fabre déclarait qu'il avait été « *soucieux de l'arracher aux griffes anglo-saxonnes de Bill Gates ou de Reuters* » [5] et proclamait encore récemment sa « la volonté de voir l'agence rester française » [6]

Ce serait sans compter avec un (gros) grain de sable, mentionné dans une "brève" du *Figaro* du samedi 19 mars 2005 : « *L'agence photographique détenue par les laboratoires Fabre pourrait connaître une évolution capitalistique. De nombreux prétendants seraient intéressés par le dossier et notamment Getty Images.* »

Le temps d'un week-end, on pouvait imaginer le scénario suivant : on change la moquette des locaux de l'agence pour la rendre plus cosy, on s'équipe très sérieusement en numérique, l'on applique une politique implacable sur les demandes sociales d'un certain nombre de photographes et que la direction effectue un sérieux "dégraissage" des effectifs de l'agence (ainsi le reste du personnel se tiendrait tranquille et cela compenserait les dépenses en matériel informatique). L'agence deviendrait toute à coup très présentable, pour trouver un nouveau soupirant ! Bien sûr, tout cela devrait se dérouler dans un absolu silence !

Mais dès le lundi 21 mars 2005, toujours dans *Le Figaro*, une autre "brève" infirme la précédente et se termine par la phrase suivante : « *L'agence n'envisage donc pas dans l'immédiat d'ouvrir son capital.* »

Comme en peinture, deux couches valent mieux qu'une. Le 6 avril 2005, *Le Figaro* publie un autre article qui reprend la "brève" du 21 mars et la développe en donnant la parole au président de Sipa Press. Mais, curieusement, la dernière phrase de la "brève" précédente - « *L'agence n'envisage donc pas dans l'immédiat d'ouvrir son capital* » - n'est ni évoquée et encore moins développée.

Le suspense continue donc... Et Gérard Gastaud perçoit toujours le RMI.

Henri Maler

► Pour ceux qui souhaiteraient le contacter et peut-être lui apporter leur soutien, son adresse : gastaud@nomade.fr

[1] *Réponses Photo* de mai 2004

[2] *Le Monde* du 18 novembre 2003

[3] Un an plus tard, en 2004, il sera décoré durant le festival « Visa pour l'image » par Monsieur Donnadieu de Vabre

[4] Sur cette association, lire sur le site de Novethic.fr : [« Une association de juristes pour défendre les victimes des multinationales »](#).

[5] *L'Express* du 19 janvier 2004

[6] *Le Figaro* du 6 avril 2005